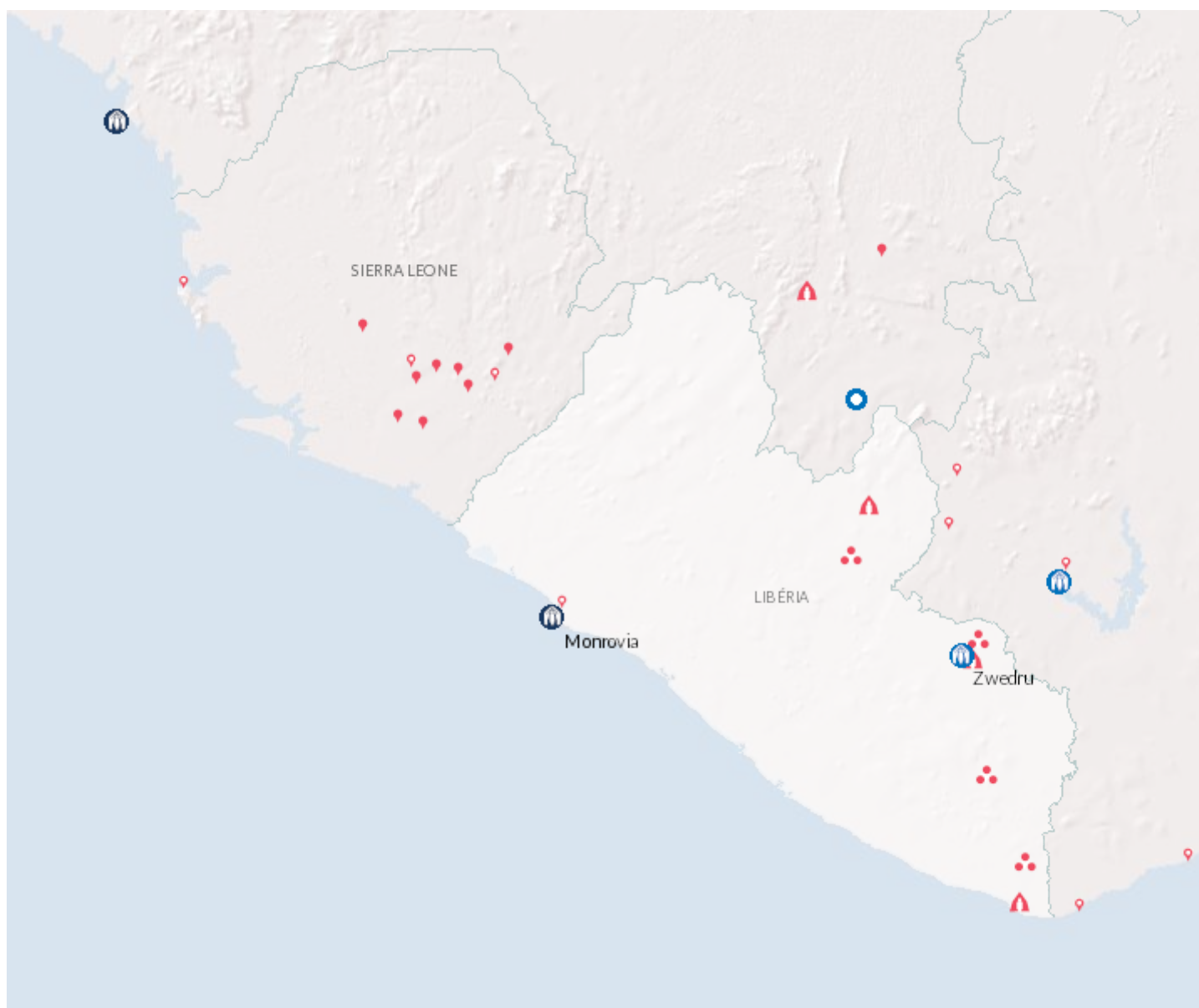


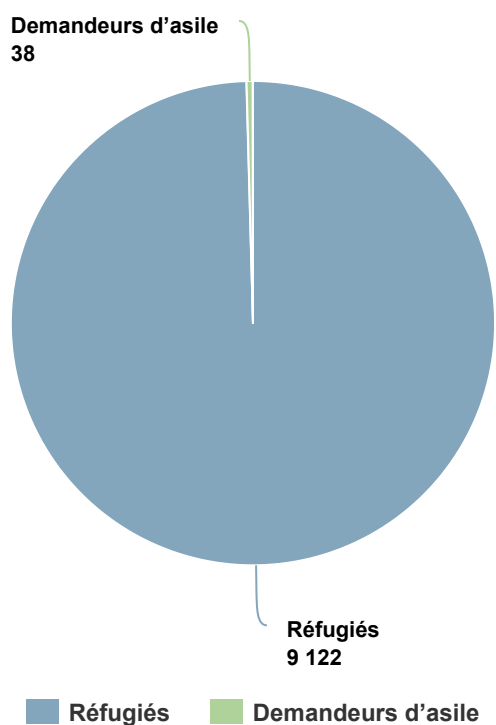
Opération: Libéria



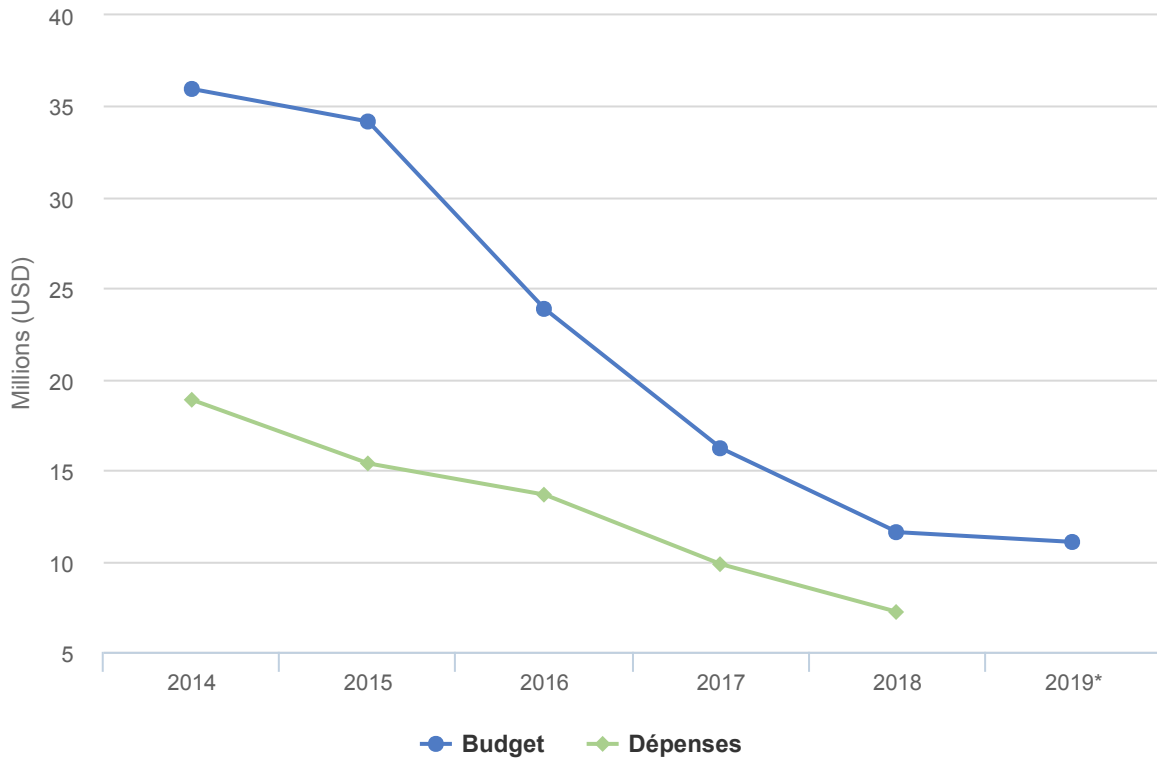
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 21% EN 2018

2018	9,160
2017	11,533
2016	20,486



Budgets et Dépenses - Libéria



Contexte opérationnel

L'année 2018 a été marquée par l'arrivée au pouvoir du nouveau Gouvernement élu au Libéria qui a annoncé son programme pour les pauvres qui vise une croissance économique durable, la lutte contre la corruption et l'investissement dans les infrastructures, parmi d'autres mesures.

Le Libéria est parvenu à un tournant majeur du processus de consolidation de la paix avec le retrait de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) en mars 2018. Les conditions de sécurité sont demeurées en général calmes, même si le pays reste vulnérable aux déclenchements potentiels de conflits.

Après avoir accepté en 2017 de se joindre à d'autres agences dans le bâtiment One UN House à Monrovia, le HCR a achevé son déménagement final dans le bâtiment PAP à Monrovia avec toutes les autres agences des Nations Unies au Libéria.

L'espace de l'asile et l'environnement de la protection sont restés favorables aux personnes relevant de la compétence du HCR. Du côté des solutions, les personnes qui n'optent pas pour un retour volontaire ont la possibilité de s'intégrer sur place au Libéria.

Tendances démographiques

Au début de l'année, la population relevant de la compétence du HCR au Libéria s'élevait à 11 160 personnes, dont 99% étaient originaires de Côte d'Ivoire, avec 65% des personnes relevant de la compétence du HCR qui résident dans le comté de Grand Gedeh. La population globale a baissé d'environ 2 000 personnes, principalement du fait du retour volontaire et spontané de quelque 950 réfugiés ivoiriens.

Chiffres clés

- 950 réfugiés ivoiriens ont reçu une aide pour rentrer en Côte d'Ivoire dans le cadre du programme de retour volontaire
- 850 étudiants ont été inscrits dans l'enseignement primaire et 430 dans des centres de soins et de développement du jeune enfant
- 300 certificats de nationalité ont été délivrés aux réfugiés sierra-léonins
- 19 étudiants (10 garçons et 9 filles) ont bénéficié du programme de bourses DAFI

Principales réalisations

Pour améliorer les données disponibles, pendant le premier trimestre de l'année, le HCR a engagé une opération prioritaire de vérification et de profilage des réfugiés dans les camps. L'enregistrement continu a permis d'inscrire 214 nouvelles naissances dont 90% ont fait l'objet d'un certificat de naissance.

Le processus d'intégration locale a été consolidé par une stratégie d'intégration locale élaborée conjointement par le Gouvernement, les agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes. La stratégie a été préparée de façon à s'aligner sur le Programme gouvernemental pour les pauvres et le cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF). La vision de la stratégie d'intégration locale a estimé que 45% (quelque 3 000 personnes) des réfugiés ivoiriens pourraient être intégrés sur place d'ici 2023.

Conformément à l'intégration des services aux réfugiés dans le cadre national et afin d'améliorer la coexistence pacifique, le HCR a soutenu et financé le déploiement de quatre travailleurs sociaux relevant du Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale dans trois camps de réfugiés. Les principaux risques de protection rencontrés

étaient liés au manque de moyens de subsistance économique et aux problèmes dus aux violences sexuelles et de genre. Dans les trois camps, 82 cas de violences sexuelles et de genre ont été identifiés, signalés et aidés.

Pour répondre aux besoins des Sierra-Léonins restant au Libéria, 300 certificats de naturalisation ont été délivrés au total, 80 familles ont reçu des aides en espèces, six permis de travail ont été octroyés et cinq demandes de naturalisation de réfugiés de nationalités diverses ont été traitées.

Une formation relative à l'exploitation et aux abus sexuels et des activités de sensibilisation ont été menées pour tous les collaborateurs du HCR, ainsi que pour le personnel des partenaires, dans quatre sites : Grand Gedeh, Maryland, Monrovia et Nimba.

Le soutien apporté aux personnes avec des besoins spécifiques s'est poursuivi toute l'année à travers une approche communautaire et basée sur la participation des réfugiés. De jeunes adultes réfugiés ont aidé à réparer les abris pour les personnes avec des besoins spécifiques, alors que les agents communautaires suivaient les patients chroniques et soutenaient les personnes âgées et les handicapés.

Au début de 2018, près de 850 élèves étaient inscrits dans les écoles primaires et 430 dans les centres de soins et développement du jeune enfant. Pendant l'année, le programme DAFI pour l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur a aidé 19 étudiants (dix garçons et neuf filles).

Dans le domaine des politiques et du plaidoyer, le projet d'amendement de la loi de 1973 sur les étrangers et la nationalité a été adopté et partagé avec le Ministère de la justice pour approbation. Cet amendement lèverait les clauses de genre discriminatoires dans la loi actuelle qui sont susceptibles d'aboutir à l'apatridie. De même, un travail de fond a été achevé sur l'intégration dans le droit national de la Convention de Kampala pour garantir la protection et l'assistance des déplacés internes.

Besoins non satisfaits

Les comités d'asile et de recours de la Commission libérienne sur le rapatriement et la réinstallation n'ont ni locaux ni équipement de bureau. Près de 38 demandes d'asile (83%) attendent encore de faire l'objet de la procédure de détermination du statut de réfugié. Les huit cas bouclés en 2018 représentent environ 17% du nombre total de dossiers.

Tout au long de l'année, le HCR a distribué des aides en espèces à usages multiples à 143 des quelque 500 personnes avec des besoins spécifiques dans les trois camps.

Les réfugiés n'ont pas pu avoir accès aux titres de voyage délivrés conformément à la Convention (TVC) car ces TVC ne sont pas lisibles à la machine. Les pouvoirs publics possèdent une machine pour imprimer les passeports nationaux ; pour les TVC, ils ont besoin d'un équipement différent que le Gouvernement n'a pas les moyens d'acheter. Par conséquent, le renouvellement des TVC expirés depuis 2016 n'a pas pu être mené à bien. Le HCR ne disposait pas de ressources suffisantes pour épauler le Gouvernement à cet égard.

La fermeture de deux bureaux du HCR (Harper et Saclepea) par manque de ressources et le passage à une gestion à distance, alors qu'un nombre important de réfugiés vivent encore dans ces sites, ont compromis l'accès aux réfugiés en temps utile et la qualité de la réponse.
